

**MEMORANDUM DE LA POPULATION DU SUD-KIVU CONTRE L'AGRESSION  
DE NOTRE PAYS PAR LE RWANDA ET L'UGANDA AVEC LA BENEDICTION  
DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE.**

Nous, population congolaise vivant à l'Est de la RD Congo et victime des multiples agressions du Rwanda et l'Uganda sous la bénédiction des grandes puissances essentiellement les USA, la Grande Bretagne, la France et les autres, venons par la présente manifestation exprimer au monde entier notre ras-le-bol sur ce que nous qualifions d'injustice et de discrimination internationales contre les congolais que nous sommes.

En 1994, lors du génocide au Rwanda, la Communauté internationale avait exigé à notre pays d'ouvrir ses frontières et d'accueillir sur son territoire des réfugiés rwandais venus avec armes et autres effets militaires. Nous les avons bien accueillis et encadrés dans toute notre hospitalité innocente. Deux ans plus tard, soit en 1996, cette même communauté internationale soutint le régime de Kigali pour venir en finir avec ces réfugiés dans des camps et dans les forêts profondes du Congo. Depuis lors le calvaire des congolais a commencé : plus de 8 millions de morts sans compter le nombre des femmes violées et humiliées sous un silence complice des Etats qui se disent civilisés.

Que nous veut la Communauté internationale : les USA, la Grande Bretagne, la France et tous ces pays qui soutiennent le régime sanguinaire de Kigali et de Kampala ? Jusqu'à quand devrions-nous continuer à être tués sans défense par ces pays voisins qui jouent le rôle des Etats policiers des grandes puissances et leurs multinationales ? Que reproche-t-on au peuple congolais ? D'avoir accueilli les réfugiés rwandais sur notre sol ?

Que nous veulent le Rwanda et l'Uganda, deux pays frères, africains et voisins ? Jusqu'à quand pensent-ils qu'ils seront toujours forts et que le Congo sera toujours faible ? Que n'avons-nous pas donné au Rwanda et à l'Uganda parfois contre la volonté des congolais mais au nom de la paix ? Combien de dialogues, d'accords injuste et déséquilibré la Communauté internationale n'a-t-elle pas imposé au Congo de signer avec différents groupes terroristes fabriqués et soutenus par le deux pays voisins soi-disant pour la paix ? Où est cette paix tant promise au nom et pour laquelle on brade notre pays, ses institutions ainsi que la vie de ses citoyens ? Sommes-nous devenus un terrain d'expérimentation des armes fabriquées en occident ? Pourquoi se moque-t-on du Congo et des congolais en commanditant des rapports sans suite du groupe des experts auxquels on ne donne aucune sanction. Elle s'empêche volontairement de condamner et de sanctionner le Rwanda et l'Uganda pour tous les crimes qu'ils commettent sur les congolais.

Ainsi,

Vu la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) qui consacre que tous les hommes naissent égaux en droits et en dignité,

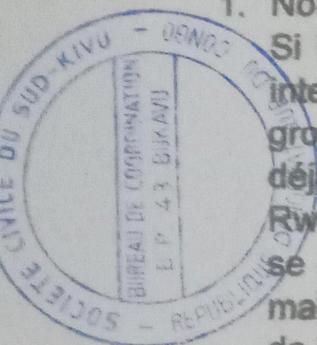


Considérant que les congolais sont aussi des humains comme tant d'autres à travers le monde, nous nous ne supportons plus que le Rwanda et l'Uganda continuent à nous tuer comme des mouches sous couvert d'un groupe armé « M<sub>23</sub> » soit-il, pourtant défait totalement en 2013,

Vu la Constitution de notre pays en son article 63 qui stipule que : « *Tout congolais a le droit et le devoir sacré de défendre le pays et son intégrité territoriale face à une menace ou à une agression extérieure (...)* et que : « *...Toute autorité nationale, provinciale, locale et coutumière a le devoir de sauvegarder l'unité de la République et l'intégrité de son territoire, sous peine de haute trahison* »

Nous population congolaise vivant au Sud-Kivu disons et déclarons ce qui suit :

1. Nous refusons toutes nouvelles négociations avec le groupe terroriste, le M<sub>23</sub>. Si la RD Congo doit obligatoirement le faire, il faudra que la Communauté internationale exige au Rwanda et l'Uganda de le faire aussi avec leurs groupes terroristes à savoir les FDLR (dont d'ailleurs la grande partie est déjà rapatriée) et les ADF. Ainsi elle sera pour une fois juste. Pourquoi le Rwanda refuse de dialoguer avec les FDLR et l'opposition politique mais elle se complait à l'imposer au Congo. Si notre Président de la République le fait malgré le désaccord des congolais, que cela soit considéré comme un acte de haute trahison de sa part.
2. Nous exigeons à dater de ce jour la fermeture de nos frontières avec les pays agresseurs jusqu'à nouvel ordre car ils ont prouvé qu'ils sont des voisins de très mauvaise foi. Continuer à leur ouvrir nos frontières est un signe de naïveté et de complicité volontaire à notre propre malheur.
3. Exigeons la réorganisation et l'équipement rapide de notre armée et nos services de sécurité en qui seuls nous avons confiance. Nous réaffirmons notre soutien total et indéfectible envers nos FARDC car il n'y a que les militaires congolais qui peuvent bien défendre notre pays.
4. Nous refusons les forces de l'*East Africa Community* (EAC) dont la plupart des pays membres sont nos agresseurs et d'autres sont des bénéficiaires indirects de l'insécurité à l'Est de notre pays. Pour ce faire, nous demandons à nos députés nationaux de retirer notre pays de l'EAC jusqu'à nouvel ordre. Il faudra aussi réexaminer notre raison d'être dans certaines autres organisations telle que la francophonie qui souffle le chaud et le froid sur notre situation. La voix du peuple c'est la voix de Dieu, dit-on.
5. Fort de notre démographie, demandons aux autorités de notre pays, conformément à l'alinéa 2 de l'article 63 de notre Constitution, d'organiser rapidement un service militaire de minimum un mois en faveur de toute la jeunesse congolaise et aux adultes encore valides pour défendre notre pays aujourd'hui et demain. La résistance populaire s'impose.
6. Nous interpellons les pays qui soutiennent depuis des décennies les attitudes belliqueuses de KAGAME et MUSEVENI: les USA, la Grande Bretagne, la France, etc. L'histoire les retiendra pour responsables de tous les crimes imprescriptibles dont sont victimes les peuples congolais. Continuer à soutenir KAGAME et MUSEVENI, c'est continuer à attiser la haine entre les peuples de la sous-région pourtant tous sont frères.



7. Exigeons aux Nations Unies de prendre une position ferme, claire et sans hypocrisie vis-à-vis du Rwanda et de l'Uganda. Nous ne pouvons plus être continuellement la bonification ou l'élément de troque contre l'incapacité de cette communauté internationale à stopper le génocide de tutsi en 1994. Ne pas le faire nous exige de couper notre collaboration aux agences des Nations unies présentes sur notre territoire. Par ailleurs, nous rappelons que si en 1885, le Congo a été constitué comme pays à Berlin dans les limites voulues par les colonisateurs, on ne le décidera plus rien sans les congolais.
8. Enfin nous appelons toute la population congolaise à demeurer vigilante sans jouer le jeu de l'ennemi qui s'accroche à la haine tribale pour justifier son agression ; de boycotter à dater de ce jour tous les produits venant du Rwanda et de l'Uganda afin de ne pas leur apporter de l'argent avec lequel ils achètent des armes pour venir par la suite nous tuer.

**« On ne libère jamais un peuple. Le peuple se libère » dit-on.**

Ainsi fait à Bukavu/Sud-Kivu, le mercredi 02 novembre 2022

